

Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Montmartre, Paris (2^e)

L'ÉLECTRICITÉ ET LE COMMUNISME AGRICOLE

On a maintes fois démontré que pour remédier à la décadence rurale française, pour maintenir aux villages une population ouvrière mal rétribuée et trop souvent mésestimée, il faut électrifier sans délai les communes agricoles. Il sera loisible alors d'user du machinisme moderne et de suppléer à l'absence presque absolue de la main-d'œuvre indigène ; on favorisera la renaissance de l'industrie paysanne, qui se meurt aujourd'hui faute de débouchés suffisants pour occasionner une production continue et à laquelle seront fournies des facilités de travail, réservées jusqu'à présent aux seuls centres industriels.

La diffusion de l'énergie électrique facilitera la décentralisation économique. Car, comme le fit remarquer avec finesse L. Fabri, dans son étude sur « l'organisation libre du travail », « l'usage croissant de l'électricité, grâce à laquelle le travail individuel et à domicile peut se combiner avec le maximum de qualité et de perfection de la production de quelques produits... (permettra) certes, une organisation plus agile, plus décentralisée. »

C'est pour ces divers motifs et aussi dans le mobile politique de s'attacher les cultivateurs, qu'il y a deux ou trois mois le Parlement mit à la disposition de l'agriculture la première tranche des 600 millions destinés, par la loi du 2 août 1923, à développer l'électrification des campagnes.

Contribution financière *absolument* inopérante, car elle rencontre à la fois l'hostilité des sociétés d'électricité et celle des paysans. En effet, les agriculteurs, isolés sur leurs parcelles de propriété, astreints de se conformer aux conditions atmosphériques et climatiques pour accomplir, à un moment déterminé, les travaux indispensables, ne consomment l'électricité que durant la mauvaise saison. Le reste de l'année, les moteurs restent en repos et nécessitent cependant un entretien minutieux et constant. Ils servent peu, mais accroissent notablement le montant des frais généraux.

D'autre part, pour amener l'électricité dans les fermes ou les hameaux très éloignés les uns des autres, les compagnies doivent établir un réseau d'une ampleur considérable. Les sommes nécessaires à leur installation sont fort élevées, et, comme l'on use peu de la force électrique, la déperdition de courant qui se produit surcharge encore le coût de l'entreprise.

Comment sortir de ce dilemme d'aparence insoluble ? *Par le communisme*, c'est-à-dire par l'association étroite mais libertaire des producteurs agricoles !

Il existe déjà des coopératives, des syndicats agricoles établis sur d'excellents principes économiques, mais dont les tendances actuelles sont plus réformistes que révolutionnaires. Les anarchistes se doivent de faire dans les institutions la propagande fédérale nécessaire, d'inviter les individus à se grouper pour accroître leur force et à développer leur initiative personnelle, afin d'éviter l'emprise de la politique. Il y a encore les syndicats de communies.

La commune, telle que la conçoivent les anarchistes, n'est pas uniquement une circonscription territoriale nettement délimitée, mais surtout l'assemblée des individus vivant en commun sur un même territoire et s'administrant, en matière économique, librement. Le syndicat des communies se présente aujourd'hui comme une union coopérative, théoriquement autonome, ayant pour but de réunir certaines disponibilités financières facilitant l'entreprise de travaux d'intérêt général. Malheureusement, ces syndicats sont devenus des organismes administratifs, placés sous la gestion des préfets, qui les détournent de leurs visées économiques, pour en faire des machines électorales.

Pourtant, à notre avis, ces syndicats de communes, maintenant et surtout dans un monde communiste, pourront jouer un rôle important. Dotés d'une indépendance effective, centralisés — au sens où Bakounine comprit ce mot — de haut en bas, recevant leurs directives des communes, des soviets, ils grouperont les forces éparses des communes, des hameaux ; ils contrôleront la production, dresseront des rapports économiques, perfectionneront les procédures de fabrication, etc... Modèles sur l'aspect des régions, répondant aux besoins exprimés par ces régions, ils se-

ront des instruments de fédéralisme et de rénovation agricole.

Aujourd'hui, ils peuvent déjà entreprendre l'électrification des campagnes. Les paysans isolés redoutent d'user de l'électricité qui coûte cher. Mais des associations de paysans n'auront plus les mêmes motifs de s'opposer à la pose des réseaux électriques. Car les frais généraux seront réduits au minimum et l'emploi continu de la force motrice assuré. Ce qu'un agriculteur ne peut faire, cent ou mille organisés seront susceptibles de l'accomplir. Les moteurs ne resteront plus immobilisés une partie de l'année s'ils appartiennent à tous. Et la consommation augmentant, les compagnies n'hésiteront plus à créer des réseaux.

Les bienfaits de l'entraide et de la coopération manifestés dans les cités ouvrières où déjà, transports, travaux, logements et chauffage sont presque toujours communs, se feront sentir avec non moins de force dans les campagnes. Mais il faut encourager, développer l'entraide. Il faut sans cesse inciter les individus à recourir au communisme.

Coopératives agricoles et syndicats de communes, voici des embryons d'organismes qui existent dès maintenant dans la société capitaliste. A nous de leur donner la vie, d'en faire dès maintenant les institutions agricoles de la société de demain !

A. DAUPHIN-MEUNIER.

TOUJOURS LE BON ETAT DES VOIES

Nouveau déraillement sur le P.-L.-M.

Lyon, 26 novembre. — Hier, à 19 h., le train de marchandises 9548, brûlant les signaux, tamponna le train de marchandises 5066, manœuvrant en gare de Crèche-sur-Saône, près Mâcon.

Vingt-cinq wagons, la plupart éventrés, furent renversés sur la voie. Par suite de l'encombrement des voies, les trains de la ligne Lyon-Paris et vice-versa sont déviés par Ambérieu, Bourg, Mâcon.

Le dépôt de Lyon-Mouche envoie aussitôt une grue de 50 tonnes et des équipes d'ouvriers travaillent activement au déblaiement.

On estime que la circulation normale sera rétablie dans la soirée de mercredi. On ignore si l'accident fit des victimes.

Une fois de plus, une catastrophe aurait pu se produire si les trains avaient été des trains de voyageurs.

Nous le répétons, le matériel des compagnies est dans un état déplorable capable de causer les pires hécatombes.

Contre le travail de nuit

Afin de protester contre le travail de nuit qui n'a pas cessé partout, des ouvriers boulangers ont brisé à coups de pierre les vitrines des boulangeries Marc, 100, rue Montgolfier, et Conta, 60, même rue.

Un ouvrier, nommé Marcel, habitant Nogent-sur-Marne, a été arrêté. Il a reconnu avoir brisé l'une des devantures, mais a refusé d'indiquer le camarade qui aurait brisé l'autre et qui dit-il, d'ailleurs, il ne connaît pas.

LE FAIT DU JOUR

Le silence de la Société des Nations

L'Egypte, écrasée par les exigences du gouvernement anglais qui s'attaque à la vie agricole du pays sous prétexte de punir l'assassinat du sirdar, fait appel, naïvement à la Société des Nations.

Est-ce que cette institution n'est pas issue de la guerre du Droit, de la Justice et de la Civilisation afin d'assurer aux peuples le respect de leur indépendance et éviter l'injustice qui provient de l'impérialisme de certains Etats ambitieux de domination ? N'est-ce pas pour fonder cette Société des Nations que des millions et des millions d'êtres humains ont été pourrir sur les champs de bataille ? Et n'a-t-on pas assez répété qu'une Société des Nations aurait évité le conflit de 1914 si la Serbie avait pu faire appel à sa bienveillante intervention ?

L'Egypte a cru dans l'institution internationale des peuples : elle vient de se mettre sous l'aile tutélaire de ceux qui se disent les protecteurs des faibles, les représentants de la justice à travers le monde.

Et la Société des Nations reste silencieuse. Elle laisse le gouvernement anglais décréter l'état de siège en Egypte. Elle laisse l'Empire britannique peser de tout son poids brutal sur la terre qui est le berceau de toutes les civilisations.

De plus n'aïs s'en indigner. Nous ne nous en étonnerons même pas. La Société des Nations est une assemblée d'Etats. Or quelle est la loi de l'Etat : la loi du plus fort.

La Société des Nations ne fera jamais que sanctionner, légitimer la loi du plus fort. C'est ça la Civilisation.

L'Amour et l'Argent

Regardez, en première page des journaux, ce sourire provocant et cet air royalement je m'enfiche : c'est Mrs Robinson, la maîtresse du rajah, l'enjeu d'un chantage de treize millions, pour les beaux yeux de laquelle ce prince imprudent va perdre à la fois son trône et son honneur de caste.

De ce procès funambulesque et rocambolesque, ou un comparse du nom de Newton opère des constats d'une manière très scientifique et très anglaise, une leçon se dégage pour nous.

Tous ces pantins rapaces et ce prince de coucou, et cette lady aux mœurs de courtoisie, tous sont mis par le dieu de l'argent et dansent devant nous une gigue infernale où le lucre, la chair, l'ambition les emportent et les grisent.

Que seraient ces créatures, si ce moyen d'échange, de vol, de chantage et de menaces n'existaient plus, si leurs cervelles n'étaient point intoxiquées par la pensée d'un luxe magnifique où l'idée que l'argent s'achète et se vend à prix d'or ?

Il est à parier qu'elles rentreraient dans la norme, que la beauté de la femme deviendrait simplement un appel à l'union avec un être aimé pour lui-même et que les énergies et l'intelligence de tous ces dévoyés serviraient à augmenter la somme de bonheur de la libre communauté humaine.

L'argent ! L'argent maudit, comme disait Charles Monselet, jamais plus qu'à cette heure il n'a enfanté plus de crimes, plus de vols, plus de suicides, plus d'ambitions massaines, plus de stupres, et jamais son masque déformateur n'a empêché plus de visages de se montrer dans leur sincérité, dans leur nudité, dans leur naïveté, au sens étymologique du terme, et jamais on n'a senti plus que maintenant son invisible et sinistre présence au centre, au sein des actes des hommes, même des meilleurs, même de ceux qui semblent le moins sous sa domination !

Mais c'est surtout dans l'amour que sa tyrannie exerce les ravages les plus injustes et les plus cruels.

Cette fleur magique appelée sentiment, qui s'envole au fond du jardin pur de notre jeunesse ; cette fleur libre qui nous est la révélation qu'il existe des bonheurs libres de toute chaîne, cette fleur-là, merveille née miraculeusement, les marchands, les vils marchands ont réussi à la mettre dans le fumier de leur commerce.

Ils ont vendu et acheté, et volé, et soumis au chantage, et prostitué de mille façons, le baiser, le sourire, les paroles divines du serment, les mystères de la chair, et jeté des jeunes filles dans les griffes de la mort, et poussé vers le désespoir des couples harmonieux désunis par le lucre, et fait courir dans les basses-fosses de la vérité des promesses de bonheur et des réves d'amour presque réalisés !

L'argent, ce moderne papier qui est salué par toutes les mains, est le véritable armature de la prison morale et hypocrite qui détruit la personnalité vraie de l'esprit humain.

L'argent, cette folie qu'on maintient par un amour sadique du jeu, de l'injustice et de la douleur, est la véritable armature des prisons de pierre et de fer où la société qui les a tentées enferme les illégaux qui avaient pris pour un encouragement son sourire de sphinx et son appel de sirène.

L'argent, ce nerf des guerres terribles et des amours horribles, ce dépeçage de cadavres et ce créateur de gouges, cet étrier de sourires et cet extincteur de bains, ce souilleur de corps virginaux, ce tueur de mères et de gosses, l'argent déprave tout, détruit tout, et si ses jeux amènent parfois les pervers et les blasés, ils ont toujours une conclusion de haine, un but de meurtre, un résultat de désespoir !

L'amour et l'argent : quel peintre inspiré nous montrera, dans un tableau symbolique, leurs duels sanglants dans cette pauvre humanité qui cherche à tâtons son bonheur, au delà des intérêts et des lois !

Une heure sonnante pourtant où la main pourra serrer la main sans qu'une pensée vilaine hante les cerveaux et où les bâsiers échangés le seront sans arrière-pensée, librement, fièrement, sous un ciel plus doux, dans un âge moins cruel.

Guy SAINT-FAL.

A BORDEAUX

Le dimanche 30 novembre, à 21 heures
Cinéma Servandoni, 57, rue Servandoni

GRANDE CONFÉRENCE PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

par

André COLOMER

Sujets traités :

AMNISTIE ! AMNISTIE !

PLUS DE BAGNES !

PLUS DE CONSEILS DE GUERRE !

LIBERTÉ D'EXPRESSION

AUX ETRANGERS EN FRANCE

RESPECT DU DROIT D'ASILE

LA REVOLUTION ET L'ANARCHIE

SOUS LA TROISIÈME REPUBLIQUE

Les bagnes d'enfants

L'infamie des tortionnaires

Nous n'en avons pas encore fini avec le Val d'Yèvre ; les canailles qui « surveillent » les pauvres petites victimes de la société marâtre en ont tellement fait qu'il nous faudrait plus d'un numéro entier de ce journal pour décrire tout ce qui se passe dans la colonie du Cher. Et pourtant, nous ne pouvons pas nous taire ; il nous est impossible de passer sous silence certaines cratuleries commises et qui se commettent certainement encore.

Nous racontions l'autre jour comment ils avaient assassiné un pauvre gosse venu là pour une pécule — nous allons aujourd'hui dévoiler comment, par deux fois, ils tentèrent d'assassiner deux autres colons.

C'était en août 1921. Excédés de subir les tourments de damnés qui étaient leur lot dans la colonie, ne pouvant plus supporter les brutalités et les coups, le cachot et le jeûne, les insolences et les moqueries qu'on leur infligeait journalement. Les devoir toujours en butte à la malveillance et à la cruauté sadique des gardiens, trois pupilles décidèrent un jour de tenter la chance de s'évader de l'infâme carcer.

Hélas ! il est difficile de s'enfuir de ces lieux, car les bourreaux prennent soin de leurs souffre-douleur. A quelques kilomètres de la colonie, six gardiens rattrappèrent les trois fugitifs. Le dernier rattrappé, un nommé Hénon, fut entouré par les six brutes armées de nerfs de bœuf et de manches de pioche, qui voulaient lui infliger une correction avec leurs instruments.

Le gosse, affolé, tenta une défense désespérée, mais fut bientôt réduit à la merci des six sauvages.

Alors, les tortionnaires lui attachèrent les mains derrière le dos et le rouèrent de coups.

Le petit Hénon avait été repris sur la ligne du chemin de fer et, à quelques pas de la coule, un petit ruisseau, toujours à sec pendant l'été, et sur lequel passe un pont situé à six ou sept mètres de hauteur.

Les représentants de la civilisation démodique précipitèrent le malheureux du pont du ruisseau, où il alla s'abîmer dans le lit rocheux du ruisseau à sec. Le petit Hénon ne fut pas tué, mais seulement assez grièvement contusionné au bras et au côté. Alors, les gardiens le relevèrent puis l'emportèrent jusqu'à la porte de la colonie. Là, il fut détaché et envoyé au dortoir disciplinaire pour se remettre de sa chute ; et pour le soigner, les crapules le frappèrent à coups de pied et de nerfs de bœuf jusqu'à ce que ses côtes fussent en sang.

Les noms de ces sauvages les voici. Rendez-les bien, et gravez-les dans votre mémoire pour qu'ils soient à jamais flétris. Ce sont : BARNEOUT, MALET, les deux BOUGRO, LUCE et KAISER.

Quelques temps après, en hiver 1921, le petit Paul Léhrmann, détenu 4.443 — c'est lui qui relate les faits précités — fit aussi une tentative d'évasion. Repris au même endroit que Hénon, il fut assommé d'un coup de manche de pioche. Puis ensuite il le jeta dans le ruisseau. A ce moment-là, l'eau était assez abondante, le gosse fut complètement trempé.

LE PROBLÈME DE VIVRE

Le gouvernement va faire un cadeau de 200 millions aux minotiers

Nom de nom de nom d'une pipe d'Herriot, le gouvernement, et en l'espèce son ministre de l'agriculture, a décidé de se mettre sérieusement en campagne pour enrayer la crise du pain.

Et M. Queuille n'a rien trouvé de mieux que trois remèdes fameux, oh ! mais fameux, qui se résument tous dans ceci : il va aider les minotiers. Car voilà ses trois grandes panacées : 1^{re} suspension et réduction des droits de douane ; 2^{re} remboursement des droits de douane ; 3^{re} suppression des taxes sur

La réduction ou la suspension des droits privés le Trésor de recettes très importantes.

En 1922, les importations de froment ont atteint 14.168.000 quintaux en chiffres ronds. La suppression du droit de 14 francs aurait fait perdre au Trésor 198.352.000 fr. Si l'on prévoit, dans une campagne agricole, une importation de 10 millions de quintaux, la perte attendrait encore 140 millions de francs.

C'est ainsi que, dans un cas, près de 200 millions, dans l'autre 140 millions, vont faire défaut au budget. Celui-ci n'est pas si bien équilibré qu'il puisse s'en passer. Il faudra donc demander à d'autres impôts de boucher le trou ainsi creusé !

Et c'est encore nous qui casquerons.

Evidemment, le populo n'y verra rien. Par cet habile tour de passe-passe, le pain aura diminué de quelques centimes, et le gouvernement aura échappé à l'impopularité sans avoir touché aux gros manitous de la mercante du blé.

Eux continueront à empocher. Et c'est donc, en somme, à eux que le gouvernement fera ce joli cadeau de 140 à 200 millions par an.

N'est-ce pas une honte ? N'est-ce pas dupe le peuple de la plus hypocrite façon ? Les minotiers ne gagneront pas un sou de moins, ils y trouveront peut-être même avantage, c'est l'Etat, c'est-à-dire le contribuable qui supportera tout le sacrifice de mesures à l'efficacité d'ailleurs plus qu'improbable.

M. Queuille, par cette opération, devient le truchement par lequel l'argent de nos poches passera dans celles des minotiers.

Ainsi le gouvernement aura, au lieu de lutter contre la vie chère, fait tout ce qu'il fallait pour la consolider, à la plus grande joie de ceux qui en profitent.

Et pour mettre le comble à ses maladresses, qui sont bien un peu voulues, le ministre de l'agriculture envisage la possibilité de constituer une réserve avec le secours de l'industrie militaire.

Les blés et farines achetés et conservés ainsi seraient, dans des cas particuliers et urgents, cédés au commerce à titre remboursable.

C'est-à-dire que le gouvernement veut stocker une grande partie de blé. Mais a-t-on réfléchi que ce stockage lui-même risque de provoquer une hausse nouvelle des cours ?

Tout cela ne sert à rien.

Le gouvernement ne peut arriver à rien d'autre en ménageant les mercantils. Or, tout est fait pour les ménager.

Herriot n'enrayera pas la hausse du pain.

Jacques MURET.

Deux mots sur l'organisation anarchiste

Ces derniers temps, sous l'influence des événements pour et contre la Révolution, les anarchistes ont remis à l'ordre du jour la question de l'organisation anarchiste.

Personne ne croit plus aux proclamations hyperboliques de la liberté absolue et sans limites pour l'individu, pas même ceux qui, jusqu'à hier, nous ont tant envoi avec la liberté infinie de l'individu esclave du patron matériel et spirituel.

Aujourd'hui, les anarchistes, en mettant de nouveau à l'ordre du jour l'organisation anarchiste, ne font que faire le procès de leur passé, lequel, s'il fut noble et courageux, a sans aucun doute manqué de résultats tangibles.

Que les anarchistes se demandent un peu de leur part qui leur ont servi cinquante années d'activité propagande anarchiste.

Qu'ils se demandent quel est le résultat de leur lutte incessante contre les partis autoritaires.

Les partis autoritaires — il est honnête de le reconnaître — vivent et prospèrent par le fait que les anarchistes n'ont pas su, en cinquante ans, leur opposer quelque chose de concret. Très utopiquement, ceux qui ont opposé la candeur, la pureté, la virginité de la liberté.

Mais quelle est, en somme, cette liberté ? Une abstraction métaphysique, car la réalité est bien différente. L'homme vit pour vivre, il doit lutter, et la lutte, aujourd'hui, contre le capitalisme et les éléments adverses de la nature devient également contre ces derniers, comporte toujours, fatidiquement, des rigueurs, si bien que la liberté sans limite, le « vivre comme je veux », se réduit au « vivre comme je peux ».

Si, au lieu de la pureté de la déesse Liberté, les anarchistes avaient opposé aux partis autoritaires quelque chose de concret, leur lutte contre l'autoritarisme serait en meilleure voie qu'elle n'est en ce moment. Leur manque de positivisme a toujours condamné les anarchistes à l'impuissance.

En fait, qui peut les suivre, quand tout leur programme, toutes leurs aspirations partent et finissent dans la métaphysique libertaire ?

A la masse des travailleurs, aux anarchistes même, qui sont des travailleurs authentiques, il faut autre chose. Il leur faut savoir ce qu'ils veulent. A la guerre, le meilleur soldat est celui qui sait choisir son objectif et le poursuivre. Dans la guerre sociale, il en est de même. Celui qui n'a pas de programme défini et qui navigue dans l'obscurité est destiné à se noyer.

Aujourd'hui les anarchistes doivent choisir ou naviguer dans l'obscurité ou se déclarer à faire ce qui, jusqu'à ce jour, n'a pas été fait, par amour de la cohérence ou de l'incohérence.

Qu'il nous soit permis de dire ici qu'à notre point de vue le coupable n'est pas le travailleur, mais bien l'exploiteur.

En effet, il est indéniable que le drame est le résultat de plusieurs faits incomptes du patron boulanger.

Ainsi 1^o N'est-il pas vrai, et ceci tous les journaux bourgeois ont leurs colonnes remplies d'un crime commis par un ouvrier boulanger sur la personne de son honorable patron. Ils relataient avec force les détails et les circonstances du drame et chargent notre camarade de misère.

Qu'il nous soit permis de dire ici qu'à notre point de vue le coupable n'est pas le travailleur, mais bien l'exploiteur.

En effet, il est indéniable que le drame est le résultat de plusieurs faits incomptes du patron boulanger.

Ainsi 1^o N'est-il pas vrai, et ceci tous les journaux bourgeois ont leurs colonnes remplies d'un crime commis par un ouvrier boulanger sur la personne de son honorable patron. Ils relataient avec force les détails et les circonstances du drame et chargent notre camarade de misère.

Malheureusement Elisée Reclus est mort depuis bientôt vingt ans. Heureusement pour nous, il s'est arrêté de fonctionner alors qu'il s'enthousiasmait aux événements de Russie. Il lui a été donné de s'endormir à jamais sur la révolte des marins du *Krasnoyarsk*.

2^o Pourquoi en dépit de toutes les coutumes de notre corporation nourrissent-il et couchait-il chez lui ce jeune homme ? si ce n'est pour pouvoir l'asservir davantage et l'exploiter plus facilement.

3^o Les journaux racontent que le crime a eu pour motif une discussion futile, nous n'en croyons rien, il est plus que probable, et nous en parlons savamment, connaissant le caractère et la brutalité de certains patrons, que celui-ci ne devait pas être à son coup d'essai, et il est probable qu'il aura déjà essayé de se faire passer pour notre jeune camarade, et nous croyons que celui-ci fut poussé à cette extrémité par le peur de nouveaux coups que lui faisaient pressentir les menaces du patron.

Tous les ouvriers boulanger savent bien que certains patrons ne se gênent pas, lorsqu'ils ont affaire à de jeunes mitrons sortant d'apprentissage, pour les dresser à coups de trique. Nombreux sont ceux d'entre nous qui ont eu à subir les violences patronales, soit pendant leur apprentissage, et même quelquefois encore bien après. Combien d'entre nous ont dû se déguiser en lutteurs pour se faire respecter par de véritables brutes.

De tout cela, il résulte que le véritable coupable, ainsi que je le disais plus haut, est bien le patron qui n'hésite pas à martyriser un jeune homme, encore un enfant, en le privant des plaisirs de la jeunesse, en le faisant travailler comme une brute à l'heure où ses autres jeunes camarades dorment tranquillement dans leur lit.

Puisse ce crime servir de leçon aux ignobles bourgeois qui brisent la vie des jeunes gens en les enfermant, au seuil de la vie, dans des foyers malsains et en les faisant frimer dans des conditions anormales. Puisse-t-il les engager à accorder tout au moins à leurs esclaves un rayon de soleil.

L'aide à deux mains.

Grave incendie dans une usine rue Houdart

Un violent incendie, qui aurait pu avoir les plus tragiques conséquences et qui par miracle n'a causé aucun accident de personne, a détruit, hier matin, une fabrique de tanin synthétique, 9, rue Houdart, dans le 20^e arrondissement.

Quatre ouvriers travaillaient à mélanger dans de vastes cuves de l'acide sulfurique et de la naphthaline, ce qui ne compose pas un dangereux mélange détonant. Quelque ingrédient fut-il mélangé par erreur ? Soudain, une formidable explosion se produisit. M. Bargouin Alain, 45 ans, 63, boulevard Ménimontant, eut les moustaches roussies et le poignet légèrement brûlé.

Les ouvriers commencèrent à combattre l'incendie, qui s'était aussitôt déclaré. Au bout de deux heures d'efforts, le sinistre fut maîtrisé.

Les dégâts sont évalués à 800.000 francs. De nombreux ouvriers vont être réduits au chômage.

Ceux qui veulent vivre sont déjà en train de faire ce qui, jusqu'à ce jour, n'a pas encore été fait : jeter les bases d'une puissante organisation anarchiste ; les autres, ceux qui veulent naviguer dans le brouillard empêtré des paroles démagogiques, finiront bientôt par nous laisser et certainement leur départ ne provoquera pas nos larmes.

Personne ne croit plus aux proclamations hyperboliques de la liberté absolue et sans limites pour l'individu, pas même ceux qui, jusqu'à hier, nous ont tant envoi avec la liberté infinie de l'individu esclave du patron matériel et spirituel.

Aujourd'hui, les anarchistes, en mettant de nouveau à l'ordre du jour l'organisation anarchiste, ne font que faire le procès de leur passé, lequel, s'il fut noble et courageux, a sans aucun doute manqué de résultats tangibles.

Que les anarchistes se demandent un peu de leur part qui leur ont servi cinquante années d'activité propagande anarchiste.

Qu'ils se demandent quel est le résultat de leur lutte incessante contre les partis autoritaires.

Les partis autoritaires — il est honnête de le reconnaître — vivent et prospèrent par le fait que les anarchistes n'ont pas su, en cinquante ans, leur opposer quelque chose de concret. Très utopiquement, ceux qui ont opposé la candeur, la pureté, la virginité de la liberté.

Mais quelle est, en somme, cette liberté ? Une abstraction métaphysique, car la réalité est bien différente. L'homme vit pour vivre, il doit lutter, et la lutte, aujourd'hui, contre le capitalisme et les éléments adverses de la nature devient également contre ces derniers, comporte toujours, fatidiquement, des rigueurs, si bien que la liberté sans limite, le « vivre comme je veux », se réduit au « vivre comme je peux ».

Si, au lieu de la pureté de la déesse Liberté, les anarchistes avaient opposé aux partis autoritaires quelque chose de concret, leur lutte contre l'autoritarisme serait en meilleure voie qu'elle n'est en ce moment. Leur manque de positivisme a toujours condamné les anarchistes à l'impuissance.

En fait, qui peut les suivre, quand tout leur programme, toutes leurs aspirations partent et finissent dans la métaphysique libertaire ?

A la masse des travailleurs, aux anarchistes même, qui sont des travailleurs authentiques, il faut autre chose. Il leur faut savoir ce qu'ils veulent. A la guerre, le meilleur soldat est celui qui sait choisir son objectif et le poursuivre. Dans la guerre sociale, il en est de même. Celui qui n'a pas de programme défini et qui navigue dans l'obscurité est destiné à se noyer.

Il y a des camarades qui, en acceptant le principe de l'organisation anarchiste, avouent qu'ils ne savent pas voir l'efficacité de la carte. Tel est Berton.

Ils sont trop ingénus. Quand on accepte les principes de l'organisation, on ne s'arrête pas à moitié chemin, d'autant plus que l'on sait que l'organisation anarchiste à base de spontanéité, sans aucun lien moral pratique et tangible, a fait complètement faillite.

L'opposition à la carte est un prétexte, et nous sommes décidés à la surmonter, car nous n'avons pas peur des mots sonores d'« autoritarisme », de « centralisme », etc... qui ont fait leur temps.

L'organisation anarchiste se propose la mise en œuvre d'un programme de lutte et de réalisation sociale opposé à celui des partis autoritaires.

Toute la question est là ; et tout le reste n'est que sophisme ridicule auquel on ne devrait même pas répondre.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Ce sont les seuls d'nos législateurs, qui ne changent pas de couleur.

C'est ainsi, à un ou deux pieds près, que les anarchistes ont remis à l'ordre du jour la question de l'organisation anarchiste.

Personne ne croit plus aux proclamations hyperboliques de la liberté absolue et sans limites pour l'individu, pas même ceux qui, jusqu'à hier, nous ont tant envoi avec la liberté infinie de l'individu esclave du patron matériel et spirituel.

Aujourd'hui, les anarchistes, en mettant de nouveau à l'ordre du jour l'organisation anarchiste, ne font que faire le procès de leur passé, lequel, s'il fut noble et courageux, a sans aucun doute manqué de résultats tangibles.

Que les anarchistes se demandent un peu de leur part qui leur ont servi cinquante années d'activité propagande anarchiste.

Qu'ils se demandent quel est le résultat de leur lutte incessante contre les partis autoritaires.

Les partis autoritaires — il est honnête de le reconnaître — vivent et prospèrent par le fait que les anarchistes n'ont pas su, en cinquante ans, leur opposer quelque chose de concret. Très utopiquement, ceux qui ont opposé la candeur, la pureté, la virginité de la liberté.

Mais quelle est, en somme, cette liberté ? Une abstraction métaphysique, car la réalité est bien différente. L'homme vit pour vivre, il doit lutter, et la lutte, aujourd'hui, contre le capitalisme et les éléments adverses de la nature devient également contre ces derniers, comporte toujours, fatidiquement, des rigueurs, si bien que la liberté sans limite, le « vivre comme je veux », se réduit au « vivre comme je peux ».

Si, au lieu de la pureté de la déesse Liberté, les anarchistes avaient opposé aux partis autoritaires quelque chose de concret, leur lutte contre l'autoritarisme serait en meilleure voie qu'elle n'est en ce moment. Leur manque de positivisme a toujours condamné les anarchistes à l'impuissance.

En fait, qui peut les suivre, quand tout leur programme, toutes leurs aspirations partent et finissent dans la métaphysique libertaire ?

A la masse des travailleurs, aux anarchistes même, qui sont des travailleurs authentiques, il faut autre chose. Il leur faut savoir ce qu'ils veulent. A la guerre, le meilleur soldat est celui qui sait choisir son objectif et le poursuivre. Dans la guerre sociale, il en est de même. Celui qui n'a pas de programme défini et qui navigue dans l'obscurité est destiné à se noyer.

Il y a des camarades qui, en acceptant le principe de l'organisation anarchiste, avouent qu'ils ne savent pas voir l'efficacité de la carte. Tel est Berton.

Ils sont trop ingénus. Quand on accepte les principes de l'organisation, on ne s'arrête pas à moitié chemin, d'autant plus que l'on sait que l'organisation anarchiste à base de spontanéité, sans aucun lien moral pratique et tangible, a fait complètement faillite.

L'opposition à la carte est un prétexte, et nous sommes décidés à la surmonter, car nous n'avons pas peur des mots sonores d'« autoritarisme », de « centralisme », etc... qui ont fait leur temps.

L'organisation anarchiste se propose la mise en œuvre d'un programme de lutte et de réalisation sociale opposé à celui des partis autoritaires.

Toute la question est là ; et tout le reste n'est que sophisme ridicule auquel on ne devrait même pas répondre.

Exemple : M. Diagne.

M. Diagne fut pendant la guerre du droit et de la civilisation le grand recruteur de nos soldats. Il réussit à recruter 150.000 hommes, dont 100.000 furent tués.

C'est ainsi, à un ou deux pieds près, que les anarchistes ont remis à l'ordre du jour la question de l'organisation anarchiste.

Personne ne croit plus aux proclamations hyperboliques de la liberté absolue et sans limites pour l'individu, pas même ceux qui, jusqu'à hier, nous ont tant envoi avec la liberté infinie de l'individu esclave du patron matériel et spirituel.

Aujourd'hui, les anarchistes, en mettant de nouveau à l'ordre du jour l'organisation anarchiste, ne font que faire le procès de leur passé, lequel, s'il fut noble et courageux, a sans aucun doute manqué de résultats tangibles.

Que les anarchistes se demandent un peu de leur part qui leur ont servi cinquante années d'activité propagande anarchiste.

Qu'ils se demandent quel est le résultat de leur lutte incessante contre les partis autoritaires.

Les partis autoritaires — il est honnête de le reconnaître — vivent et prospèrent par le fait que les anarchistes n'ont pas su, en cinquante ans, leur opposer quelque chose de concret. Très utopiquement, ceux qui ont opposé la candeur, la pureté, la virginité de la liberté.

Mais quelle est, en somme, cette liberté ? Une abstraction métaphysique, car la réalité est bien différente. L'homme vit pour vivre, il doit lutter, et la lutte, aujourd'hui, contre le capitalisme et les éléments adverses de la nature devient également contre ces derniers, comporte toujours, fatidiquement, des rigueurs, si bien que la liberté sans limite, le « vivre comme je veux », se réduit au « vivre comme je peux ».

Si, au lieu de la pureté de la déesse Liberté, les anarchistes avaient opposé aux partis autoritaires quelque chose de concret, leur lutte contre l'autoritarisme serait en meilleure voie qu'elle n'est en ce moment. Leur manque de positivisme a toujours condamné les anarchistes à l'impuissance.

En fait, qui peut les suivre, quand tout leur programme, toutes leurs aspirations partent et finissent dans la métaphysique libertaire ?

A la masse des travailleurs, aux anarchistes même, qui sont des travailleurs authentiques, il faut autre chose.

A travers le Monde

ANGLETERRE

LE CONFLIT EGYPTIEN

Un manifeste de l'Independent Labour Party

Le parti travailliste indépendant (I. L. P.) vient de lancer un manifeste pour protester contre l'action du gouvernement britannique en Egypte.

« L'occupation de l'Egypte, déclare ce manifeste, a été due à l'origine à des raisons d'ordre stratégique et financier. Cette occupation n'a pas plus de base morale que l'occupation allemande de la Belgique pour des raisons militaires.

« Le peuple égyptien a autant de droits à se gouverner seul que n'importe quelle autre nation. »

Le parti I. L. P. demande avec insistance que la question du contrôle du Soudan soit soumise à la Société des Nations, et qu'on laisse se développer ce pays afin qu'il soit à même de se gouverner lui-même dans le plus bref délai possible.

Le parti travailliste indépendant demande la convocation immédiate d'une conférence anglo-égyptienne en vue de l'évacuation de l'Egypte. Cette conférence serait, en outre, appelée à soumettre la question du canal de Suez à la Société des Nations, non comme une question qui concerne aux deux gouvernements britannique et égyptien des droits réciproques ou une autorité morale, mais en tant que problème qui concerne une des voies de navigation internationale du monde.

Voilà donc le Parti travailliste qui prend position; mais son manifeste n'aura aucune portée s'il n'est pas appuyé de suite par une action énergique du prolétariat anglais.

ÉTATS-UNIS

SAMUEL GOMPERS CONSERVE SON FROMAGE

Samuel Gompers, président de la Fédération américaine du Travail, vient d'être réélu, pour l'année qui va s'ouvrir, à l'unanimité. Il occupe ses fonctions depuis 1881, c'est-à-dire depuis quarante-trois ans, et est âgé de soixante-quatorze ans.

C'est un militant du jaune le plus pur qui a entièrement asservi le mouvement syndical américain à la bourgeoisie de ce pays.

Il jouit cependant d'une certaine popularité, mais a contre lui toutes les organisations révolutionnaires des I. W. W. qui, malgré la répression dont elles sont victimes, prennent chaque jour un peu plus d'extension et remplaceront bientôt, en Amérique, la vieille organisation réformiste de Gompers.

ITALIE

UN VILLAGE DETRUIT

PAR UN INCENDIE

Le village de Certosa, comptant trente-trois maisons, a complètement été détruit par un incendie.

Il y a trois morts et deux cents personnes sans abri.

TURQUIE

LES SECOUSES SISMIQUES CONTINUENT

Les secousses sismiques ont continué dans la région d'Afion Karabissar. Plusieurs villages sont détruits. Les pertes matérielles sont importantes. Il y a une trentaine de morts. Le service de la Croix-Rouge assure les secours.

RUSSIE

LA PRESSE RUSSE ET LE GOUVERNEMENT ANGLAIS

Toute la presse russe consacre de longs articles aux notes anglaises, et s'élèvent contre l'attitude du gouvernement de Londres.

Les *Izvestia* écrivent à ce sujet : « Les trois documents sont étroitement liés. Ils caractérisent l'attitude que le gouvernement conservateur a à l'intention de prendre à l'égard de l'Union des républiques.

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 27 NOVEMBRE 1924. — N° 159.

Illusions perdues

par Honoré de Balzac

TROISIÈME PARTIE

Les souffrances de l'inventeur

— Je ne puis pas occuper pour le père, lorsque je poursuis le fils, lui dit Cachan, mais illico voir Petit-Claud, il est très habile et il vous servira peut-être encore mieux que je ne le ferais...

Au Palais, Cachan dit à Petit-Claud :

— Je t'ai envoyé le père Séchard, occupe pour moi, à charge de revanche.

Entre avoués, ces sortes de services se rendent, en province comme à Paris.

Le lendemain du jour où le père Séchard eut donné sa confiance à Petit-Claud, le grand Cointet vint voir son complice et lui dit :

— Tachez de donner une leçon au père Séchard ! Il est homme à ne jamais pardonner à son fils de lui coûter mille francs ; et ce débours séchera dans son cœur toute pensée généreuse, s'il en poussait !

— Alléz à vos vignes, dit Petit-Claud à son nouveau client, votre fils n'est pas heureux, ne le grugez pas en mangeant chez lui. Je vous appellerai quand il en sera temps.

Donc, au nom de Séchard, Petit-Claud prétendit que les presses étaient scellées, devaient d'autant plus immuables par des

ques soviétiques. En rejetant le traité signé par M. Mac Donald, le gouvernement conservateur est évidemment disposé à conclure un nouveau traité qui donnerait une plus large satisfaction aux capitalistes britanniques. Pour se créer une situation avantageuse, dans l'éventualité de nouvelles négociations, le gouvernement britannique croit nécessaire de faire une pression sur le gouvernement soviétique afin d'obtenir des concessions qu'il a refusées jusqu'ici.

M. Chamberlain, qui déclare authentique la lettre de M. Zinoviev, ne donne aucune preuve de cette authenticité. Il refuse de discuter. Cela ne nous émeut aucunement, et nous n'abandonnerons pas notre ferme position.

En ce qui concerne la lettre M. Zinoviev, nous avons, dès le début, hautement proclamé sa falsification, et nous avons proposé un arbitrage impartial. Celui-ci fut décliné par le gouvernement britannique qui désireux d'éviter un examen objectif de l'incident, s'abstint jusqu'à inventer la bâle enfantine de la disparition de la note de M. Rakowski. C'est la preuve indiscutable que nous disons la vérité.

Nous voulons un accord raisonnable, mais on aurait tort d'essayer de nous arracher par l'intimidation des concessions auxquelles le gouvernement soviétique, responsable devant le pays, ne consentira jamais.

Le gouvernement des Soviets en a déjà assez fait de concessions, et en fera hésiter encore. Sur la route qu'il a choisi il ne plus vers le capitalisme. Il n'y a que les pauvres aveugles pour ne pas s'en apercevoir.

ROUMANIE

LA TEMPÈTE

Une grande tempête sévit dans tout le pays, particulièrement en Olténie. La neige tombée en grande quantité a isolé de nombreuses localités.

La circulation ferroviaire est rendue très difficile. Les correspondances télégraphiques et téléphoniques sont interrompues sur un grand nombre de points.

POUR LA VIE CHÈRE

Une grève de patrons boulangers à Marseille

Le préfet des Bouches-du-Rhône ayant décidé de porter le prix du pain de 1 fr. 50 à 1 fr. 55 le kilo, au lieu de 1 fr. 60 réclamé par les boulangers, ces derniers se sont mis en grève ce matin.

La population est ravitaillée par la manutention militaire.

Si seulement les ouvriers boulangers s'organisaient pour faire le pain malgré leurs patrons, ceux-ci ne tarderaient pas à être mis à la raison.

LEURS DIVIDENDES

On retire de la Seine, à Charenton, le cadavre de M. Jean Pinnac, 67 ans, veilleur de nuit, 40, rue de Paris, disparu depuis la veille. On croit que, trompé par le brouillard, le pauvre homme est tombé accidentellement dans la Seine.

UNION SYNDICALE DES MARINS DE FRANCE (Groupement Autonome)

Meeting intercorporatif

le jeudi 27 novembre 1924, à 20 heures 30 (salle Franklin)

PROCES DE CLASSE

Appel des Marins au Prolétariat du Havre

600 jours de prison

1.500 journées de salaire enlevées

Tous les travailleurs havrais seront là

Orateurs inscrits :

Julien Henri, secrétaire général, qui exposerà les principes de classe des marins.

Kérambrun, conseiller général, sur l'abolition du décret de loi du 24 mars 1852.

Boutchoux, sur l'amnistie générale.

meublants seulement à madame Séchard, repoussa les prétentions de Séchard père et le condamna net à payer quatre cent trente-quatre francs soixante-cinq centimes de frais.

— Le père Séchard est bon, se dirent en riant les avoués, il a voulu mettre la main dans le plat, qu'il paye !...

Le 26 août, ce jugement fut signifié de manière à pouvoir saisir les presses et les accessoires de l'imprimerie le 28 août. On apposa les affiches !... On obtint, sur requête, un jugement pour pouvoir vendre dans les lieux mêmes. On inséra l'annonce de la vente dans les journaux, et Doubout se flattait de pouvoir procéder au dégagement et à la vente le 2 septembre. En ce moment, David Séchard devait, par jugement en régle et par exécutoires levés, bien légalement, à Métévier la somme totale de cinq mille deux cent soixante-quinze francs vingt-cinq centimes, non compris les intérêts. Il devait à Petit-Claud douze cent francs et les honoraires, dont le chiffre était laissé, suivant la noble confiance des cochers qui vous ont conduit rondement, à sa générosité. Madame Séchard devait à Petit-Claud environ trois cent cinquante francs, et des honoraires. Le père Séchard devait ses quatre cent trente-quatre francs soixante-cinq centimes et Petit-Claud lui demanda cent écus d'honoraires. Ainsi, le tout pouvait aller à dix mille francs. A part l'utilité de ces documents pour les nations étrangères, qui pourront y voir le jeu de l'artillerie judiciaire en France, il est nécessaire que le législateur, si toutefois le législateur a le temps de lire, connaisse jusqu'où peut aller l'abus de la procédure. Ne devrait-on pas bâcler une petite loi qui, dans certains cas, interdirait aux avoués de surpasser en frais la somme qui fait l'objet du procès ? N'y a-t-il pas quelque chose de

En peu de lignes...

Cambrilage

Le magasin de confection, 11, boulevard de Clichy, tenu par M. Tieffry, a été dévasté l'autre nuit par des inconnus. Ils ont emporté 60.000 francs de fourrures.

La nouvelle Mme Humbert condamnée

Juanita Manchado, veuve Léotardi, inculpée d'escroquerie à propos d'un soi-disant héritage de 80 millions de dollars, légué à elle par l'Américaine Miss Fair Heller, a été condamnée à un an de prison et cinq cents francs d'amende.

Que signifie ce suicide ?

Une jeune fille de 17 ans, Mme Henriette Meyer, demeurant rue La Fayette, à Paris, s'est suicidée l'autre nuit chez son patron, M. Robert, industriel, 151, rue de Paris, à Saint-Denis.

Les circonstances de ce drame sont extrêmement mystérieuses. Et le silence dont l'entourage n'est pas fait pour calmer la curiosité.

Cambrilage manqué

Des inconnus se sont introduits dans le magasin de bijouterie de Mme Geva, 12, rue de Paris, à Charenton. Mme Geva, survivant, fut frappée, mais les cambrioleurs s'enfuirent en n'emportant que quelques objets sans valeur.

Un bébé victime de la querelle de ses parents

A Noisy-le-Grand, au lieu dit le « Clos des Chêvres », habitait dans une baraque de bois M. Berger, 26 ans, sa femme et deux bébés.

L'autre soir, à la suite d'une discussion, la jeune femme partit, pour faire peur à son mari, tandis que les enfants dormaient.

Pendant son absence, le père trop chargé mit le feu à la baraque. L'un des enfants, le petit garçon, réussit à se sauver, mais la petite fille fut carbonisée.

Revenant le soir, la malheureuse mère ne trouva plus qu'un tas de cendres. Elle se sauva alors comme une folle, et ne revint que le lendemain matin.

Pour défendre sa mère adoptive

Caen, 26 novembre. — Un menuisier de Saint-Pierre-du-Jouquet, près Troarn, Alcide Gondoin, 47 ans, qui vivait maritalement avec une femme Quienot, et le jeune Père Herson, 16 ans, qu'elle avait adopté, a été tué d'un coup de fusil, hier soir, par le jeune Herson, au cours d'une violente discussion que Gondoin avait avec la femme Quienot.

Les Jardins Ouvriers contre la vie chère

Chalon-sur-Saône, 26 novembre. — Cette année, 436 ouvriers ou employés ont pris part aux concours des Jardins ouvriers organisés par la Société d'Horticulture. Parmi ces 436 concurrents, un certain nombre ont reçu de justes récompenses.

Un jardin ouvrier de 300 ou 400 mètres rapporte actuellement 1.000 francs ; en tablant sur plus de 5.000 jardins ouvriers qui ont participé dans l'arrondissement de Chalon aux concours de 1924, on en déduit que ces jardins produisent annuellement pour plus de 5 millions de francs de légumes.

Le conseil de guerre maritime de Cherbourg condamne le quartier Vœller à trois ans de prison ; Metzer à un an, pour faux et désertion.

Avions de transport arrêtés par le brouillard

Six gros avions de transport du service Lend-Loans-Paris ont du atterrir au terrain d'aviation de Beauvais, par suite du brouillard qui couvrait la région parisienne et empêchait toute visibilité pour les pilotes. Des fusées indicatrices furent lancées au passage de ces appareils à Beauvais, afin qu'ils ne s'aventurent pas plus loin. Ils débarquèrent ainsi passagers et bagages qui ont utilisé la voie ferrée pour rejoindre la capitale.

Le feu dans un château historique

Saint-Malo, 26 novembre. — Dans la nuit de mardi à mercredi, le feu s'est déclaré dans une chambre de l'aile est du château de Rocabert, qui appartient au corsaire Surcouf et où il mourut. L'aile entière du château a été détruite ainsi qu'une partie des meubles et objets d'art qu'elle renfermait. Ce n'est qu'avec grande peine que les pompiers ont pu préserver le bâtiment central.

Tent-on le meurtre du cultivateur ?

Amiens, 26 novembre. — Le mystère entourant la mort de M. Henry Michel, âgé de 32 ans, cultivateur à Bussu, dont le cadavre a été découvert à l'orée d'un bois, commence à se dissiper. On a arrêté un nommé Beaudet Henri, âgé de 60 ans, cultivateur à Lizecourt-le-Haut, qui a été vu, à l'heure du crime près du bois, et qui possédait chez lui des cartouches sembla-

bles à celles ayant servi à tuer Michel. Beaudet nie énergiquement être l'auteur de cet assassinat.

Mari assassin condamné

Bastia, 26 novembre. — La cour d'assises de la Corse a condamné à 20 ans de travaux forcés le meunier Charles Centofanti, âgé de 40 ans, père de neuf enfants, qui, le 8 avril dernier, à Castelmarsu di Casiaca, tua sa femme à coups de serpe et blessa grièvement l'une de ses filles âgée de 11 ans.

Von Nathusius gracié à quitté Lille

Lille, 26 novembre. — Le général von Nathusius, qui avait été récemment condamné à un an de prison par le Conseil de guerre de Lille, a été gracié.

Avisé ce matin de la mesure dont il venait de bénéficier, le général allemand a quitté Lille.

Les inconsolables

Blois, 26 novembre. — Ne pouvant se consoler de la mort de sa femme, M. Genty, 55 ans, cultivateur à la Chalopière, commune de Mazange s'est suicidé en se fracassant la tête d'un coup de fusil.

PARIS ET BANLIEUE

M. Joseph Royer, 22, rue de La Varenne, à Saint-Maur,

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Syndicats autonomes du Var

Depuis vingt-cinq ans, la classe ouvrière organisée dans ses syndicats a subi des assauts périodiques dirigés par les politiciens. Trois de ces assauts sont à retenir, car ils sont dans l'histoire du mouvement syndical assez significatifs pour démontrer la valeur que l'on attachait à sa force et les raisons qui les ont déterminés.

En 1906, la classe ouvrière était décidée à se faire respecter; aussi, ne manqua-t-elle pas de choisir la manifestation du premier mai pour déposer son cahier de revendications qui avait, comme principal objectif, l'application de la journée de huit heures de travail pour tous les travailleurs. Une certaine effervescence régnait parmi elle; la bourgeoisie sentit le danger et prit peur. C'est à ce moment que quelques politiciens, comprenant tout ce que pourrait leur donner ce mouvement, l'avaient le premier assaut pour s'emparer de la tête de l'organisation centrale, assaut qui fut repoussé énergiquement par l'ensemble des organisations syndicales, réunies en Congrès à Amiens.

Ces politiciens comprirent à cette époque qu'il fallait compter avec la C. G. T. et se gardèrent bien de persister, tout en ne s'avouant pas battus. C'est alors que, comprenant le danger que courrait la classe ouvrière organisée, le Congrès vota cette fameuse charte tant critiquée aujourd'hui, que beaucoup entendent citer, mais que presque personne ne connaît. Pour que l'on puisse juger, je reproduis la Charte d'Amiens en entier :

Le syndicat groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière. Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique : Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat aujourd'hui, groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation des salariés, qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait de tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat. Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entièreté de liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à toutes les formes de luttes correspondant à la conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander en réciprocité de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe en dehors.

En ce qui concerne les organisations, le Congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'efficacité, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis, des sectes qui, en dehors et à côté peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale. »

Le Congrès, satisfait du travail qu'il venait d'accomplir, se sépara, et la C. G. T. put continuer son œuvre d'émancipation.

En août 1914, la guerre déclenchée, certains dirigeants de la C. G. T. qui, auparavant, s'inspiraient de cette charte, ne trouvèrent rien de mieux, par opportunité, d'en-gager cette C. G. T. dans le char gouvernemental, sous le couvert de l'union sacrée. Ce que le premier assaut des politiciens n'avait pu accomplir, l'inconscience d'autres le permit. Et nous voyons encore aujourd'hui cette vieille C. G. T., dont les dirigeants ont l'audace d'affirmer qu'ils sont les fidèles défenseurs de la Charte d'Amiens, toujours dans le char gouvernemental.

La déviation du syndicalisme d'avant-guerre avec l'après-guerre amena — après le Congrès de Lille (1921) — la scission parmi la classe ouvrière. Une deuxième C. G. T. prit naissance dans un Congrès de la minorité, en décembre de la même année. La Charte d'Amiens fut d'enthousiasme proclamée comme la seule devant conduire le prolétariat à son émancipation définitive. Cet enthousiasme ne devait, malheureuse-

ment, pas durer longtemps; car devant la scission dans le mouvement syndical, les partis politiques s'étaient divisés et les membres du parti communiste appartenant face à cette nouvelle C. G. T., qui prit nom C. G. T. U., comme les dignes continuateurs des anciens de 1906.

Dès le Congrès constitutif de cette C. G. T. U. (1922), ils prirent position, mais devant la rumeur déchainée, ils préférèrent temporiser et firent bloc pour l'élection du bureau sur des personnalités qui se déclaraient ni chèvre ni chou, c'est-à-dire des partis sans l'âme de la Charte d'Amiens.

Il ne s'étaient pas trompés dans leur choix. Peu de temps après, ceux qui n'avaient pas craint l'année avant de dénoncer publiquement dans la presse, par un manifeste, désapprouvant l'attitude prise par les délégués de la minorité syndicale d'avant la scission du premier Congrès de l'I. S. R., qui liait cette minorité, aujourd'hui C. G. T. U., au parti communiste, peu de temps après, dis-je, ces dirigeants de la C. G. T. U. déclaraient, au Congrès de Bourges, qu'ils étaient les porte-parole de l'international communiste, et que la Charte d'Amiens n'était plus de ce temps, qu'il fallait la réviser.

Les véritables syndicalistes s'émirent de tant d'audace et décidèrent d'essayer de relever le syndicalisme. Ils se groupèrent. Mais les hordes furent déchainées, les injures furent déversées, et, comme aboutissant, la tuerie du 11 janvier 1924 dans la Maison des Syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles.

Dès ce moment, les syndicalistes comprprirent qu'ils ne pouvaient plus rester dans un organisme qui ne leur donnait plus d'espoir sur les buts qu'ils poursuivaient : l'amélioration immédiate du sort des travailleurs, la dispersion du patronat, du salariat et de l'Etat. Ils se retirèrent dans l'autonomie. Cela ne fit qu'accroître l'ardeur des politiciens ; les insultes redoublèrent contre les militants qui n'avaient à se reprocher que de rester les partisans convaincus de la Charte d'Amiens. Si bien, qu'un appel fut lancé à toutes les organisations syndicales et minorités de syndicat respectueuses de ladite Charte, pour se réunir les premier et 2 novembre 1924, en vue de déterminer quelle ligne de conduite elles devaient suivre devant cet état de choses. Une position nette fut prise, tout en regrettant le morcellement nouveau qui devait s'inscrire, elles décidèrent de se retirer de la C. G. T. U. et continuer un organisme de liaison entre tous les syndicats qui se sont retirés dans l'autonomie ou qui s'y retrouvent. Il fut décidé, en outre, d'œuvrer pour réaliser l'unité totale de la classe ouvrière organisée, en prenant comme base de discussion le respect de l'application intégrale de la Charte d'Amiens, établie en 1906, et qui conserve toute sa valeur combative, destructive et reconstruictive.

Nous verrons par l'avenir les résultats obtenus. Mais, dès maintenant, je crois qu'une entente n'est qu'une possible du côté de la C. G. T. U. Reste la vieille C. G. T., que ses dirigeants disent être toujours partisans de la Charte d'Amiens. Si ce ne sont pas là que des mots, ils donneront des preuves de leur bonne volonté en abandonnant tous les rouages gouvernementaux qui les placent dans une position, non plus de la lutte de classes, comme le prévoit la Charte, mais dans une position de collaboration de classe la plus étroite.

Pour donner plus de force à notre courant, il faut que toutes les organisations syndicales partisanes de la Charte d'Amiens prennent l'engagement de se retrouver dans l'autonomie ou de faire pression sur l'organisme central auquel elles appartiennent.

Nous pensons que le plus sûr moyen de faire réfléchir les organismes centraux serait l'autonomie pure et simple, un fort courant de lâcher des deux C. G. T. se-rait, à mon avis, l'indice certain de réflexion de ceux qui, aujourd'hui, sont les plus arrogants.

Vive la Charte d'Amiens ! Vive l'autonomie ! Vive l'unité !

Pour les syndicats autonomes du Var,
E. DEMONSAIS.

POUR PRENDRE NOTE

Aux Syndicats autonomes de la Seine

Après la conférence des 1^{er} et 2 novembre, la commission provisoire des syndicats autonomes de la Seine a passé ses pouvoirs à l'U. F. S. A. En effet, constituée pour tenir le regroupement des forces syndicales du pays, son rôle était terminé après la constitution de l'Union fédérative ; mais maintenant une autre besogne la sollicite, c'est la propagande syndicale dans le département de la Seine.

Pour définir et entreprendre cette propagande, tous les syndicats autonomes de la Seine sont prêts d'envoyer un ou plusieurs délégués à la réunion qui se tiendra à la Bourse du Travail, bureau 30, 4th étage, vendredi 28, à 20 h. 30.

Souscrivez à l'emprunt du "Libertaire"

Pour assurer l'existence de notre quotidien, le Conseil d'administration a décidé de demander à deux mille camarades de souscrire 50 francs, en une ou plusieurs fois.

N'attendez pas. Si vous le pouvez, envoyez de suite le montant de votre souscription.

Gi-joint la somme de francs, montant de obligation... que je souscris pour le second emprunt du « LIBERTAIRE » quotidien.

Nom

Adresse

Envoyez ce bulletin à H. DELECOURT, administration du « LIBERTAIRE », 9, rue Louis Blanc.

Utilisez notre chèque postal.

Jeunes camarades, travailleurs du Bâtiment réveillons-nous !

Tous les jeunes travailleurs n'ont pas encore bien compris que c'est surtout d'eux que dépend l'avenir.

Ce n'est pas que je prétende que les vieux ne soient plus utiles dans les luttes sans merci que nous devons mener contre cette société corrompue qui doit disparaître, et chacun sait que ces bons camarades ont fait tout leur possible pour améliorer la société présente, et c'est pour cela, jeunes camarades, qu'il ne faut pas attendre plus longtemps pour se mettre à la tâche car le temps presse ; il ne faut pas que ces vieux militants, ayant de disparaître, puissent douter de l'avenir, ils ont encore de nous devoir à remplir envers nous, c'est de nous apporter tout leur concours moral et matériel.

Jeunes camarades, le chemin que nous avons choisi est certes rempli d'obstacles, mais il ne doit être pour nous qu'un stimulant de notre énergie, car qui veut peut.

Jeune camarade, tu ne tarderas pas plus longtemps à venir rejoindre nos groupes de Jeunesse Syndicalistes ! Tu viendras avec nous rechercher les causes du mal terrible qui pèse sur l'Humanité toute entière ! Tu comprendras comme nous que l'éducation de la jeunesse laborieuse est plus qu'indispensable, comme nous tu as certainement dû te demander comment il pouvait se faire que des millions d'êtres humains prostituent leurs bras et leurs cerveaux ne recevaient en compensation de leurs pénitentes efforts qu'une rétribution leur permettant tout juste de ne pas mourir de faim ! Tu vois comme nous chaque jour ces vieillards ne pouvant plus travailler, les souffrir, miserabillement morts fin à leurs jours et à leur martyre !

Réfléchis, jeune camarade ! Tu comprendras que c'est par manque d'éducation ce qui a permis au patronat d'exploiter pacifiquement ces travailleurs : c'est malheureux à dire, mais c'est bien de leur propre faute s'ils ont été ainsi exploités, et toi si tu n'viens pas avec nous, si tu restes indifférent à notre appel, tu supporteras aussi la lourde oppression subie par nos ancêtres qui comme toi n'étaient pas éduqués, et à toi-même incombera la responsabilité si la société ne devient pas meilleure !

Réveille-toi, jeune camarade, car il est temps de se mettre à la tâche pour défendre les beaux principes de l'antimilitarisme ; n'est-il pas honneur que dans une société qui se prétend civilisée, il y ait encore des soldats que l'on mène à la bataille, et qui reçoivent des balles afin de permettre que les officiers portent les croix et les pompons ? Serions-nous, pauvres soldats, qui jusqu'aujourd'hui n'avons su que fusiller nos frères de misère, incapables de bien faire comprendre à nos jeunes camarades qui sont sous le joug du crime, qu'il suffirait qu'ils fassent volte-face pour voir bâiller ces quelques pantins galonnés qui les commandent et les oppriment ?

Camarade ! Tu viendras avec nous crier « A bas Biribi et tous les bagnes militaires », car ce n'est pas un crime que de giffer son sergent : nous pensons nous au contraire que c'est une action méritoire, car si tout le monde en faisait autant, il y aurait moins de fainéants et de criminels dans le monde ! Tu viendras avec nous crier « A bas tous les militarismes qu'ils soient ! », car ce n'est pas la couleur qui change la méthode ; partout où il y a militarisme, il y a armée avec toutes ses casernes infectes où est enfermé le jeune prolétariat en uniforme qui pour le compte de n'importe quelle autorité est appelé à massacrer ses frères, les prolétaires ; à n'importe quelle heure et n'importe où jeunes syndicalistes, crions toujours « A bas les chefs ! »

Je pense que tu viendras avec nous, jeune camarade, pour faire triompher la pensée de Fernand Pelloutier et de ... qui est la libération du travail par l'application du Féderalisme, doctrine dégagée de tous nos préjugés et négation de tous les chefs, maîtres et sauveurs, doctrine de la libre organisation de la classe ouvrière ne comportant que sur ses propres forces et ses propres moyens pour défendre ses intérêts : et prenant sur son compte la formule de Proudhon qui dit : « L'Atelier remplacera le gouvernement. »

Réveille-toi, jeunes camarades, et comprenez une fois pour toutes qu'il est temps pour vous de venir grossir notre Groupe des Jeunesse Syndicalistes du Bâtiment qui se réunit tous les samedis à 20 h. 30, 193, rue Duguesclin !

Une invitation cordiale est faite à tous nos camarades adultes pour suivre nos causeries qui sont intéressantes pour tous les travailleurs.

Marius VERNADET,
du Groupe des Jeunesse Syndicalistes du Bâtiment de Lyon.

Dans le S. U. B.

Ghez les cimentiers, maçons d'art. — Il faut que nous revenions sur l'assemblée générale des cimentiers communistes. Les camarades qui restent au S. U. B. furent quelque peu surpris devant cette assemblée d'inconnus jurant fidélité à un organisme auquel ils n'appartenaient pas. N'empêche que Duc, Tremblat, Stablier, Fézine, Renaud, Delaporte, Boulnot, Guillemin, Perrier, furent désignés comme membres du Conseil et non syndiqués, mais ils ont la carte du Parti !

Nous savions la crédulité humaine immense, mais nous ne pensions pas que des hommes puissent abdiquer tout un passé de luttes, car nul d'entre eux ne peut se réclamer d'avoir ni de loin, ni de près collaboré avec le patronat de Pelloutier. Il y a bien ce bon camarade Viala, mais c'est l'éternel mutet, il faut pourtant bien tirer l'échelle, c'est le dessus du panier.

Riez Maîtres, riez Bourgeois, vous avez de beaux jours devant vous. La dictature dont vous usez depuis si longtemps sous le régime de Marianne sera considérée par les apôtres de Moscou. Adieu la lutte de classes. Patron et ouvrier sont confondus dans le giron de la 3^{re} Internationale : La

cellule, le Rayon, messieurs, au point de vue professionnel, c'est le regard du larbin dans les affaires du maître, afin de connaître si sa production est égale aux besoins. Au point de vue social, c'est le mouchardage organisé, c'est ainsi que seront jetés à la porte tous ceux qui ne jureront pas par Saint-Léonin, à ses pompes et à ses œuvres. Ça du communisme !!! De la basse police, voilà le nom.

En bien ! les gars du Bâtiment ne seront pas dupes de cette comédie, ils savent par expérience que le patronat est l'adversaire de l'émancipation ouvrière, que ses intérêts sont en opposition absolue avec ceux des travailleurs. Ils se dresseront donc contre leurs maîtres et contre ceux qui en sont les soutiens.

A cet effet, la section des cimentiers et maçons d'art a fait tirer un tract qui est à la disposition de tous les camarades. Les délégués de chantiers, les camarades qui se trouvent dans les chantiers non organisés voudront bien venir les retrouver à la Bourse du Travail, bureau 10, 4th étage.

Le Conseil.

Section technique des monteurs-électriciens. — Camarade, le syndicat unique du bâtiment vient de prendre son autonomie face à tous les clans politiques. Débarrassé des éléments de discorde il va pouvoir reprendre plus activement sa besogne de recrutement syndical. De ce fait notre section a pour devoir de s'adonner dans la période actuelle à une propagande intense.

Le conseil de section demande à tous ceux qui se sont désintéressés de la vie de notre organisation de venir reprendre leur place dans la lutte. La vitalité de notre syndicat est dans l'effort de chacun. Nul n'a le droit de bouter à la besogne, s'il veut voir la situation de notre corporation au même niveau que les autres métiers du bâtiment.

Pour examiner tout le travail de propagande et d'action à mener, tu voudras bien assister à la réunion corporative qui aura lieu le jeudi 27 novembre, à 18 heures, salle Bondy, Bourse du Travail.

Le Conseil.

Communiqués syndicaux

COMITÉ DES JEUNESSES REVOLUTIONNAIRES. — Présence indispensable de tous. Vendredi soir, à 8 h. 30, 8, avenue Mathurin-Moreau.

Chaufrage central. — Les camarades de la maison A. D. membres des commissions techniques et d'études sociales sont priés d'être exacts à la réunion qui se tiendra demain vendredi à 17 heures, Bourse du Travail, bureau 23, 4th étage.

Conseils de chantiers de la maison A. D.

Coiffeurs autonomes. — Réunion ce soir, à 21 heures précises, 1, rue des Gravilliers, métro Temple.

Présence indispensable de tous.

Ébenistes. — Conseil syndical ce soir, à 18 h. 30, au siège.

Producteurs et Distributeurs d'Énergie électrique de la Seine. — Au nom de la famille, le Syndicat des Producteurs et Distributeurs d'Énergie électrique de la Seine renvoie les camarades qui, se souvenant du vieux militaire qui fut Cane Paul, ont tenu à lui apporter leurs marques de sympathie.

Scieurs, Décapageurs, Mouliouriers. — Scieurs, Décapageurs, Mouliouriers organisent une réunion le samedi 6 décembre, à 20 h. 30, boulevard Auguste-Blanqui. Au programme, des concertos parisiens, les clowns Furetours du Cirque de Paris. A l'issue de la fête, un grand bal de nuit, 2 orchestres « Marcel et Fredo », jazz, danses sans interruption.

Tous les camarades doivent passer prendre des billets à la permanence et faire la propagande autour d'eux pour la réussite de notre fête.

Entrée : Concert et Bal, 2 fr. 50.

Minorité syndicale des Employés de commerce. — Réunion des délégués de sections : comptables, employés, voyageurs et représentants, demain, à 20 h. 30, avenue Mathurin-Moreau, 8, salle des Travaux.

Réunion mensuelle du Cercle des Amis de la B. S., même heure